



**Doc. 14147**

03 octobre 2016

## **Election de juges à la Cour européenne des droits de l'homme<sup>1</sup>**

### **Liste et curricula vitae des candidats présentés par le Gouvernement de Hongrie**

#### **Communication**

Secrétaire Général de l'Assemblée parlementaire

---

1. Conformément à l'article 22 de la Convention européenne des droits de l'homme.



**Sommaire**

**Page**

1. Liste et curriculum vitae des candidats présentés par le Gouvernement de Hongrie .....	3
Annexe 1 – Krisztina FÜZI-ROZSNYAI .....	4
Annexe 2 – Balázs SCHANDA .....	7
Annexe 3 – Zoltán TALLÓDI .....	11

## 1. Liste et curriculum vitae des candidats présentés par le Gouvernement de Hongrie

*Lettre de M. Ferenc Robák, Ambassadeur de Hongrie auprès du Conseil de l'Europe, à M. Wojciech Sawicki, Secrétaire général de l'Assemblée parlementaire, en date du 26 août 2016*

[...]

En réponse à votre lettre du 29 juin 2015, j'ai l'honneur de vous communiquer les noms et les curriculum vitae des candidats hongrois au poste de juge à la Cour européenne des droits de l'homme. Pour ce qui est des modalités de sélection, nous avons appliqué les pratiques de droit public en vigueur dans notre pays.

[...]

*Informations sur la procédure nationale de sélection des candidats à un poste de juge à la Cour européenne des droits de l'homme*

Selon le décret gouvernemental n° 2004/1994 (l. 21), c'est le ministre de la Justice qui est chargé au sein du gouvernement des questions relatives à la CEDH. Après avoir informé l'ambassadeur de Hongrie en poste à Strasbourg eu égard à la procédure d'élection, le ministre tient un échange de vues avec divers experts compétents concernant la nomination. Il s'entretient également avec les candidats potentiels pour s'informer sur l'étendue de leurs compétences et expériences professionnelles. Sur proposition du ministre, le gouvernement arrête la liste des candidats. Une fois la décision du gouvernement prise, le ministre invite l'ambassadeur à transmettre les documents nécessaires au Panel consultatif, puis à l'Assemblée parlementaire. Ce fut la méthode de sélection appliquée lors de toutes les procédures d'élection précédentes, entre autres dans le cas du professeur András Sajó, la seule différence étant que contrairement à ce qui se faisait auparavant, à présent – à la demande du Conseil de l'Europe – le gouvernement ne classe pas les candidats par ordre de préférence, mais présente leurs noms par ordre alphabétique, en laissant entièrement à l'Assemblée parlementaire le soin d'opérer son choix parmi les candidats de la liste.

Le ministre hongrois de la justice, László Trócsányi, est professeur de droit constitutionnel à l'Université de Szeged, ancien professeur invité à l'Université Jean Moulin Lyon 3, ancien juge à la Cour constitutionnelle de Hongrie, ancien membre suppléant de la Commission de Venise. En tant qu'ancien ambassadeur (en France et en Belgique), ainsi qu'ancien avocat, il était le mieux placé pour contacter tous les secteurs de la profession juridique. Il a consulté des professeurs d'université, des avocats, des juges, des juges constitutionnels et des magistrats pour établir la liste de candidats que – selon la pratique en vigueur depuis maintenant plus de 25 ans dans le système juridique hongrois – il a transmise au gouvernement qui a choisi ensuite trois noms sur cette liste en tenant compte, entre autres, de la recommandation du Conseil de l'Europe quant au sexe des candidats. Tous les candidats qu'il a sélectionnés remplissent les conditions requises pour être nommés. M. Trócsányi – en tant qu'expert juridique chevronné – est convaincu que les candidats feront d'excellents juges et pourront utilement contribuer aux éminents travaux de la Cour européenne des droits de l'homme.

En conséquence, les candidats possèdent une riche et ample expérience professionnelle d'un niveau suffisamment élevé pour l'exercice de hautes fonctions judiciaires au sein de la Cedh ; ils sont « des jurisconsultes possédant une compétence notoire » ou des personnes remplissant les conditions requises pour être nommées à de hautes fonctions judiciaires au sens de l'article 21 (1) de la Convention. Les candidats ont été nommés après une vaste série de consultations avec divers experts, ayant dûment pris en considération non seulement le profil professionnel des candidats, mais également leurs aptitudes linguistiques et la mesure dans laquelle ils peuvent prétendre au statut de juge.

Permettez-moi aussi de saisir cette occasion pour vous préciser, Monsieur le Secrétaire général, que le Panel consultatif a accusé réception des informations ci-dessus sur la procédure nationale de sélection et n'a pas soulevé d'objections. Il importe aussi de souligner que le gouvernement est disposé à coopérer avec le Conseil de l'Europe, puisque – se fondant sur l'avis confidentiel du Panel consultatif –, il a modifié la liste des candidats pour la présentation finale le 26 août. En outre, pour la première fois dans l'histoire des procédures de sélection des juges de la Cour, à l'initiative du ministre de la Justice, la commission parlementaire responsable des questions de droits de l'homme tiendra une audition des candidats dès que possible après le début de la session d'automne du Parlement (mi-septembre), comme cela se fait pour les candidatures au poste de juge à la Cour générale de l'Union européenne.

## Annexe 1 – Krisztina FÜZI-ROZSNYAI

### 2. CURRICULUM VITAE<sup>2</sup>

#### I. Etat civil

Nom, prénom : Füzi-Rozsnyai, Krisztina

Sexe : féminin

Date et lieu de naissance : 31 août 1975, Budapest

Nationalité : hongroise

#### II. Etudes, diplômes et autres qualifications

- 1994–1999 – Université ELTE de Budapest, Faculté de droit
- 1996–1997 – Université Ludwig Maximilian, Munich
- 1998–1999 – Université Paris-X
- 1999 – Doctorat avec mention très bien (*doctor iuris summa cum laude*) Université ELTE de Budapest, Faculté de droit
- 2001–2002 – Programme de master de l'Université allemande des sciences administratives (DUV) Spire, master en sciences administratives (*magistra rerum publicarum*)
- 2008 – Doctorat (PhD) d'études juridiques avec mention très bien (*summa cum laude*), Ecole doctorale de droit de l'Université ELTE de Budapest
- 2016 – Habilitation universitaire (Université ELTE de Budapest, Faculté de droit). *Venia legendi* (permission de donner un cours) en droit public

#### III. Activités professionnelles pertinentes

##### a. Description des activités judiciaires

- 1999–2004 – Conseillère auprès de la Cour constitutionnelle de Hongrie
- 2012–2014 – Conseillère principale à la Cour suprême de Hongrie

##### b. Description des activités juridiques non judiciaires

- **Département de droit administratif, Faculté de droit de l'Université ELTE, Budapest**  
1999–2008 – Assistante  
2008–2016 – Professeur adjoint  
Depuis 2016 – **Professeur associé**
  - Depuis juillet 2015 – **Commissaire ministériel pour la rédaction du Code de procédure de la Cour administrative**
  - 2008–2009 – Fonctionnaire au Bureau gouvernemental régional, Budapest

##### c. Description des activités professionnelles non juridiques

#### IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme

Enseignement du droit administratif en mettant l'accent sur les droits de l'homme

---

2. Les termes en gras indiquent les postes ou missions actuels.

Promotion des concepts de protection judiciaire effective dans le domaine du droit administratif dans l'enseignement, les activités de recherche et via le travail de rédaction du Code de contentieux administratif.

## V. Activités publiques

### a. Postes dans la fonction publique

Néant

### b. Mandats électifs

Membre de la Commission de recours du Conseil national d'accréditation 2012-2015

### c. Fonctions exercées au sein d'un parti ou d'un mouvement politique

Néant

## VI. Autres activités

### a. Domaine

### b. Durée

### c. Fonctions

– Membre de comités de rédaction :

Revue de droit ELTE (rédactrice, droit public)

Revue juridique sur la gouvernance, l'administration et les finances publiques (Wolter Kluwers)

## VII. Travaux et publications

Liste exhaustive de publications (Nombre de publications : 73) :

[https://vm.mtmt.hu/search/slist.php?](https://vm.mtmt.hu/search/slist.php?nwi=1&inited=1&ty_on=1&url_on=1&cite_type=2&orderby=3D1a&location=mtmt&stn=1&AuthorID=10019512)

[nwi=1&inited=1&ty\\_on=1&url\\_on=1&cite\\_type=2&orderby=3D1a&location=mtmt&stn=1&AuthorID=10019512](https://vm.mtmt.hu/search/slist.php?nwi=1&inited=1&ty_on=1&url_on=1&cite_type=2&orderby=3D1a&location=mtmt&stn=1&AuthorID=10019512)

- Hoffman István, Fazekas János, Rozsnyai Krisztina: Concentrating or Centralising Public Services? The Changing Roles of the Hungarian Inter-Municipal Associations in the last Decades. *Lex localis-journal of local self-government* 14:(3) pp. 451-471. (2016)
- Balázs István, Nagy Marianna, Rozsnyai Krisztina: La reconnaissance des actes administratifs étrangers en Hongrie. In: Rodriguez J, Munoz A (ed.) Recognition of Foreign Administrative Acts.: Recognition of Foreign Administrative Acts in Hungary. Cham: Springer International Publishing, 2015. pp. 193-217. (ISBN:9783319189734)
- István Hoffman, Krisztina Rozsnyai: The Supervision of Self-Government Bodies' Regulation in Hungary. *Lex localis-journal of local self-government* 13:(3) pp. 485-502. (2015)
- Krisztina Rozsnyai: Von Aarhus nach Budapest, Öffentliche verwaltung: zeitschrift fur öffentliches recht und verwaltungswissenschaft 68:(6) pp. 228-234. (2015)
- Krisztina Rozsnyai: Public Participation In Administrative Procedures: Possibilities And Recent Developments In Hungary *Curentul juridic* 58:(3) pp. 50-66. (2014)
- Krisztina Rozsnyai: Änderungen im System des Verwaltungsrechtsschutzes in Ungarn. *Öffentliche verwaltung : zeitschrift fur öffentliches recht und verwaltungswissenschaft* 65:(9) pp. 335-342. (2013)
- Krisztina Rozsnyai: The Courts as Promoters of Good Governance. In: Government vs. Governance in Central and Eastern Europe: From Pre-Weberianism to Neo-Weberianism? Presented Papers from the 22nd NISPAcee Annual Conference, 2014. (ISBN:978-80-89013-72-2)

- Krisztina Rozsnyai: Richterliche Unabhängigkeit und die Instrumente zur Wahrung der Rechtseinheit. *Annales universitatis scientiarum budapestinensis de rolando eötvös nominatae - sectio iuridica* LII:(52) pp. 179-192. (2011)
- Krisztina Rozsnyai: Europäisierung des ungarischen Verwaltungsverfahrensrechts. In: Werner Heun, Volker Lipp (szerk.) *Europäisierung des Rechts: Deutsch-Ungarisches Kolloquium Budapest 2007*. Göttingen: Universitätsverlag, 2008. pp. 199-211. (ISBN:978-3-940344-45-8)
- Krisztina Rozsnyai: *Gechichte der Verwaltungsgerichtsbarkeit in Ungarn*. In: In: Karl-Peter Sommermann; Bert Schaffarzik: *Handbuch der Geschichte der Verwaltungsgerichtsbarkeit in Deutschland und Europa*. Berlin; Heidelberg: Springer Verlag, (to be published in December 2016)

### VIII. Langues

Langue	Lu			Ecrit			Parlé		
	Très bien	Bien	Assez bien	Très bien	Bien	Assez bien	Très bien	Bien	Assez bien
<b>a. Première langue</b>									
Hongrois	X			X			X		
<b>b. Langues officielles</b>									
Anglais	X			X			X		
Français		X			X			X	
<b>c. Autres langues</b>									
Allemand	X			X			X		

**IX. Au cas où vous n'auriez pas le niveau de compétence linguistique requis pour exercer la fonction de juge dans une langue officielle, veuillez confirmer votre intention, si vous êtes élu(e) juge à la Cour, de suivre des cours de langue intensifs dans la langue concernée avant de prendre vos fonctions ainsi que, si besoin est, au début de votre mandat.**

Je confirme que je suis disposée à suivre des cours de langue intensifs.

### X. Autres éléments pertinents

Mariée depuis 2002, quatre filles.

**XI. Veuillez confirmer que vous vous installeriez de manière permanente à Strasbourg au cas où vous seriez élu(e) juge à la Cour.**

Je confirme que je m'installerai de manière permanente à Strasbourg si je suis élue juge à la Cour.

## **Annexe 2 – Balázs SCHANDA**

### **3. CURRICULUM VITAE**

#### **I. Etat civil**

Nom, prénom : Schanda, Balázs

Sexe : masculin

Date et lieu de naissance : 18 août 1968 à Budapest

Nationalité : hongroise

#### **II. Etudes, diplômes et autres qualifications**

- 1993 – Avocat (Université Loránd Eötvös, Faculté de droit)
- 1996 – Examen du barreau
- 1999 – Licence de droit canon (Université catholique Péter Pázmány, Institut d'études supérieures de droit canon)
- 2003 – Doctorat en études juridiques (Université Loránd Eötvös, Faculté de droit)
- 2010 – Habilitation universitaire (Université catholique Péter Pázmány, Faculté de droit et de sciences politiques)

Etudes à l'étranger :

- 1992 – Trèves, Allemagne, bourse TEMPUS (six mois)
- 1994 – Bonn, Allemagne, Service catholique d'échanges universitaires, bourse de recherche (quatre mois)
- 1994 – Birmingham, Royaume-Uni, « Programme européen de législations et pratiques en matière de droits de l'homme » (dix semaines)
- 1997 – New York, Etats-Unis, « universitaire invité » à l'Université Columbia « Programme Religion, Droits de l'homme, Liberté religieuse » (quatre mois)

#### **III. Activités professionnelles pertinentes**

##### *a. Description des activités judiciaires*

Pas d'activités judiciaires

##### *b. Description des activités juridiques non judiciaires*

- Professeur à la Faculté de droits et sciences politiques de l'Université catholique Péter Pázmány (matières enseignées : droit constitutionnel, droit ecclésiastique, droit international des droits de l'homme)

– Activités professionnelles antérieures :

Cour constitutionnelle de la République de Hongrie

- Greffier (01/03/1993-31/12/1996)
- Chercheur (01/01/1997-31/05/1998)
- Conseiller (01/06/1998-31/05/1999)

Ministère du patrimoine culturel national

- Directeur adjoint (01/06/1999-30/06/2002)

Cabinet du Premier ministre

- Directeur adjoint (07/2002)
- Conseiller principal (01/08/2002-31/12/2002)

Cour constitutionnelle de la République de Hongrie

- Conseiller principal (01/01/2003-04/2007)

Université catholique de Péter Pázmány

- Chef du Département de droit constitutionnel (depuis septembre 2006)
- Doyen de la Faculté de droit et sciences politiques (01/07/2007-2013)
- Professeur (depuis 2012)

*c. Description des activités professionnelles non juridiques*

Néant

**IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme**

Enseignement des droits fondamentaux et du droit international des droits de l'homme

Membre du Conseil de la Fondation du Centre public de documentation du mémorial de l'holocauste (de 2002 à 2004)

Membre suppléant du Conseil d'administration (2010-2015) de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne

**V. Activités publiques**

*a. Postes dans la fonction publique*

Néant

*b. Mandats électifs*

Néant

*c. Fonctions exercées au sein d'un parti ou d'un mouvement politique*

Néant

**VI. Autres activités**

*a. Domaine*

*b. Durée*

*c. Fonctions*

- Consortium européen pour l'étude des relations de l'Eglise et l'Etat – membre depuis 2004, président en 2016)
- Consortium international pour l'étude du droit et des religions (membre)
- Membre de comités de rédaction/conseils scientifiques : Iustum Aequum Salutare, Revista General de Derecho Canónico y Derecho Eclesiástico del Estado, Revue d'Oxford Droit et Religion, Studia z Prawa Wyznaniowego, In Medias Res, Association des juristes constitutionnels hongrois
- Académie hongroise des sciences, membre élu de l'Assemblée générale 2012-2015, membre élu du Comité des sciences juridiques et politiques (2012-2015)

- Comité hongrois d'accréditation – membre du Comité d'experts des sciences sociales (depuis 2011)
- Examineur pour l'examen du barreau (depuis 2013)

## VII. Travaux et publications

- Schanda Balázs: Religion and Law in Hungary, Alphen aan den Rijn: Kluwer Law International 2015 (second edition), 116 p. (International Encyclopedia of Laws/Religion)
- Schanda Balázs: Zwei Jahre danach. Die Chancen des ungarischen Grundgesetzes von 2011, In: Ellen Bos, Pócsa Kálmán (eds.) Verfassunggebung in konsolidierten Demokratien: Neubeginn oder Verfall eines Systems? [Constitution Building in Consolidated Democracies: a New Beginning or Decay of a Political System]. Baden-Baden: Nomos, 2014. pp. 293-307
- Schanda Balázs: The Freedom of Religious Association in Hungary: Recent Developments, religion and human rights: an international journal 8 (2013): pp. 65-75
- Schanda Balázs: Ein neues Religionsrecht in Ungarn, In: Rees Wilhelm, Roca María, Schanda Balázs (eds.) Neuere Entwicklungen im Religionsrecht europäischer Staaten. Berlin: Duncker & Humblot, 2013. pp. 571-586
- Schanda Balázs: Christlich oder neutral? Die Identität des neuen ungarischen Grundgesetzes

In: Küpper Herbert, Csehi Zoltán, Láng Csaba (eds.), Vier Jahre ungarisches Grundgesetz. 136 p. Frankfurt am Main: Peter Lang GmbH, Internationaler Verlag der Wissenschaften, 2016. (Studien des Instituts für Ostrecht München; 80. ISBN:978-3-631-67166-5)

- Schanda Balázs: Considerations on the place of religion in constitutional law. In: Csehi Zoltán, Schanda Balázs, Sonnevend Pál (eds.) Viva Vox Iuris Civilis: Tanulmányok Sólyom László tiszteletére 70. születésnapja alkalmából.. 632 p. Budapest: Szent István Társulat, 2012. pp. 278-285. (Xenia; Bibliotheca iuridica; 42., ISBN:978-963-277-327-8)
- Schanda Balázs : Állami egyházjog (Ecclesiastical law), Budapest: Szent István Társulat 2012, 150 p. (A Pázmány Péter Katolikus Egyetem Jog - és Államtudományi Karának tankönyvei)
- Schanda Balázs: The Recent Developments of Church-State Relations in Central Europe, In: Ferrari Slivio, Cristofori Rinaldo (eds.) Law and Religion in the 21st Century: Relations between States and Religious Communities. Farnham: Ashgate, 2010. pp. 157-165
- Schanda Balázs: Das Recht der Religionsgemeinschaften in Ungarn, In: Lienemann Wolfgang, Reuter Hans-Richard (eds.) Das Recht der Religionsgemeinschaften in Mittel-, Ost- und Südosteuropa. Baden-Baden: Nomos, 2005. pp. 547-568
- Schanda Balázs: State and Church in Hungary, In: Robbers, Gerhard (ed.) State and Church in the European Union. Baden-Baden: Nomos, 2005. pp. 323-345

Liste exhaustive des publications :

[https://vm.mtmt.hu/search/slist.php?](https://vm.mtmt.hu/search/slist.php?nwi=1&initd=1&ty_on=1&url_on=1&cite_type=2&orderby=3D1a&lang=1&location=mtmt&stn=1&AuthorID=10001202)

[nwi=1&initd=1&ty\\_on=1&url\\_on=1&cite\\_type=2&orderby=3D1a&lang=1&location=mtmt&stn=1&AuthorID=10001202](https://vm.mtmt.hu/search/slist.php?nwi=1&initd=1&ty_on=1&url_on=1&cite_type=2&orderby=3D1a&lang=1&location=mtmt&stn=1&AuthorID=10001202)

Nombre total de publications : 172

## VIII. Langues

Langue	Lu			Ecrit			Parlé		
	Très bien	Bien	Assez bien	Très bien	Bien	Assez bien	Très bien	Bien	Assez bien
<b>a. Première langue</b>									
Hongrois	X			X			X		
<b>b. Langues officielles</b>									
Anglais	X			X			X		
Français			X			X			X
<b>c. Autres langues</b>									

Allemand	X				X		X		
Italien		X				X			X

**IX. Au cas où vous n'auriez pas le niveau de compétence linguistique requis pour exercer la fonction de juge dans une langue officielle, veuillez confirmer votre intention, si vous êtes élu(e) juge à la Cour, de suivre des cours de langue intensifs dans la langue concernée avant de prendre vos fonctions ainsi que, si besoin est, au début de votre mandat.**

Je confirme que je suis disposé à suivre des cours de langue intensifs en français.

**X. Autres éléments pertinents**

Marié depuis 2003, quatre enfants.

**XI. Veuillez confirmer que vous vous installeriez de manière permanente à Strasbourg au cas où vous seriez élu(e) juge à la Cour.**

Je confirme que je m'installerais de manière permanente à Strasbourg au cas où je serais élu juge à la Cour européenne des droits de l'homme.

## **Annexe 3 – Zoltán TALLÓDI**

### **4. CURRICULUM VITAE**

#### **I. Etat civil**

Nom, prénom : Tallódi, Zoltán

Sexe : masculin

Date et lieu de naissance : 31 décembre 1965, Budapest

Nationalité : hongroise

#### **II. Etudes, diplômes et autres qualifications**

- Lycée ELTE János Apáczai Csere, Budapest, 1980-1984
- Faculté de droit de l'Université Loránd Eötvös, diplôme de droit, Budapest, 1985-1990
- Etudes juridiques supérieures, diplôme, Budapest, 1992
- Programme Droits de l'homme en Europe – Droit communautaire : Académie de droit européen, Florence 1991
- Formation de rédacteur pour juristes, Institut de droit public, Nouvelle Orléans, 1995
- Programme de formation aux droits de l'homme de troisième cycle, Université de Birmingham, 1997
- Formation au droit communautaire : Académie chypriote d'administration, Nicosie, 1999
- Formation au droit communautaire de troisième cycle, Institut européen d'administration, Budapest, 2000
- Etudes doctorales : Université Loránd Eötvös, Faculté de droit, Budapest, depuis 2005
- Formation pour futurs directeurs de l'administration publique, institut de formation pour directeurs de l'administration publique, Budapest, 2009

#### **III. Activités professionnelles pertinentes**

##### *a. Description des activités judiciaires*

##### *b. Description des activités juridiques non judiciaires*

Activités :

- Conseiller juridique, Département de droit international, Banque nationale de Hongrie, 1990
- Conseiller juridique, Département de droit public, ministère de la Justice, 1990-1998
- Conseiller juridique principal, Département des droits de l'homme, ministère de la Justice, 1998-2006
- Co-agent du gouvernement auprès de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), Département coopération internationale, service de la représentation du ministère de la Justice à la Cour de Strasbourg, 1999-2012
- Participation au programme de l'UE de lutte contre la discrimination (2002-2003)
- Agent de liaison national du ministère de la Justice auprès de la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI), depuis 2002
- Représentant de la Hongrie au sein du Comité d'experts du Conseil de l'Europe pour le développement des droits de l'homme (DH-DEV), 2003-2008
- Point de contact national pour les questions relatives au crime de haine (OSCE), depuis 2011
- Agent du gouvernement auprès de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), Service Droits de l'homme du Département Droit pénal international et Droits de l'homme du ministère de la Justice, depuis 2012

- Représentant de la Hongrie au sein du Comité directeur du Conseil de l'Europe pour les droits de l'homme (CDDH)

Enseignement :

- Conférences sur les droits de l'homme organisées par le Conseil de l'Europe en Russie et en Géorgie (1999-2001)
- Participation en tant que conférencier dans les formations du collège István Bibó (2003-2006)
- Conférencier du Département de droit constitutionnel de l'Université Loránd Eötvös, Faculté de droit, depuis 2000
- Conférences à l'Université Corvinus de Budapest dans le domaine du droit constitutionnel et du droit international, 2004-2010
- Conférences à l'Institut de formation des juges du Conseil judiciaire national dans le domaine des droits de l'homme, en particulier la jurisprudence de la CEDH, depuis 2004
- Conférencier à l'Ecole supérieure János Harsányi (droit international), Budapest, 2006-2009
- Conférencier à l'Université Janus Pannonius, Faculté de droit (pour étudiants de troisième cycle), Pécs, depuis 2013

*c. Description des activités professionnelles non juridiques*

**IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme**

Enseignement des droits de l'homme et de la jurisprudence de la CEDH, depuis 2001

**V. Activités publiques**

*a. Postes dans la fonction publique*

*b. Mandats électifs*

*c. Fonctions exercées au sein d'un parti ou d'un mouvement politique*

**VI. Autres activités**

*a. Domaine*

*b. Durée*

*c. Fonctions*

- Membre du comité de rédaction de la revue de droits de l'homme *Acta Humana* (2007-2010)
- Membre de la commission d'examen public de l'Université Loránd Eötvös, Faculté de droit, Budapest, depuis 2001

**VII. Travaux et publications**

- Legislative drafting in the United States – Jogtudományi Közlöny, Budapest, October 1995
- The legal status of the Parliament – Magyar Jog, Budapest, Volume 4. 1997
- Summaries of the most important judgments of the ECHR – 4 publications/year (2003-2006), Fundamentum, Budapest
- Book review of András Grád: The Handbook on the human rights judiciary in Strasbourg – Acta Humana, Budapest, 2005/3
- Strasbourg and the Hungarian case law – Fundamentum 2005/1

- Changes Effected in the Hungarian Legislation in the field of Public Law, European Public Law Review, December 2006
- The activity of the Agency before the European Court of Human Rights, Acta Humana, Budapest, 2007/IV
- The right of assembly in the case law of the ECHR, Acta Humana, Budapest, 2008/IV
- The problem of prison overcrowding in the decisions of the European Court of Human Rights, Börtönügyi Szemle, Budapest, 2016/1

### VIII. Langues

Langue	Lu			Ecrit			Parlé		
	Très bien	Bien	Assez bien	Très bien	Bien	Assez bien	Très bien	Bien	Assez bien
<b>a. Première langue</b>									
Hongrois	X			X			X		
<b>b. Langues officielles</b>									
Anglais	X			X			X		
Français									
<b>c. Autres langues</b>									
Allemand		X			X			X	

**IX. Au cas où vous n'auriez pas le niveau de compétence linguistique requis pour exercer la fonction de juge dans une langue officielle, veuillez confirmer votre intention, si vous êtes élu(e) juge à la Cour, de suivre des cours de langue intensifs dans la langue concernée avant de prendre vos fonctions ainsi que, si besoin est, au début de votre mandat.**

Je confirme mon intention de suivre des cours de langue intensifs de français avant et, selon que de besoin, également au début de mon mandat, si je suis élu juge à la Cour.

### X. Autres éléments pertinents

**XI. Veuillez confirmer que vous vous installeriez de manière permanente à Strasbourg au cas où vous seriez élu(e) juge à la Cour européenne des droits de l'homme.**

Je confirme que je m'installerais de manière permanente à Strasbourg au cas où je serais élu juge à la Cour.